



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALEA/52/23 (Part II)
8 août 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session
Point 18 de l'ordre du jour provisoire*

RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER LA SITUATION EN CE
QUI CONCERNE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR L'OCTROI DE
L'INDÉPENDANCE AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX**

(sur ses travaux de 1997)

Rapporteur : M. Farouk AL-ATTAR (République arabe syrienne)

CHAPITRES III ET IV

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
III. DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR LA DÉCOLONISATION . . .	1 - 10	2
A. Examen par le Comité spécial	1 - 8	2
B. Décision du Comité spécial	9	3
C. Recommandation du Comité spécial	10	3
IV. QUESTION DE L'ENVOI DE MISSIONS DE VISITE DANS LES TERRITOIRES	1 - 10	5
A. Examen par le Comité spécial	1 - 9	5
B. Décision du Comité spécial	10	6

* A/52/150 et Corr.1.

** Le présent document contient les chapitres III et IV du rapport du Comité spécial à l'Assemblée générale. Le chapitre général d'introduction sera publié sous la cote A/52/23 (Part I). D'autres chapitres du rapport seront publiés sous la cote A/52/23 (Parts III à VII). L'ensemble du rapport sera publié comme Supplément No 23 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/23).

CHAPITRE III

DIFFUSION D'INFORMATIONS SUR LA DÉCOLONISATION

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1466e séance, le 16 janvier 1997, en approuvant les suggestions du Président relatives à l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1856), le Comité spécial a décidé notamment d'incorporer le Sous-Comité des petits territoires, des pétitions, de l'information et de l'assistance au Comité spécial. Il a décidé en outre d'examiner la question de la diffusion d'informations sur la décolonisation en séance plénière.
2. Le Comité spécial a examiné cette question à ses 1469e, 1470e et 1471e séances, le 30 mai et les 6 et 20 juin 1997.
3. Pour l'examen de la question, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale sur la question, notamment de la résolution 51/147 du 13 décembre 1996, relative à la diffusion d'informations sur la décolonisation, et de la résolution 51/146 en date du même jour, relative à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.
4. Le Comité spécial a tenu des consultations avec le représentant du Département des affaires politiques du Secrétariat à sa 1469e séance, et avec le représentant du Département de l'information à ses 1469e et 1470e séances.
5. À la 1470e séance, le Président du Comité spécial a appelé l'attention sur un projet de résolution qu'il avait établi et qui figurait dans le document A/AC.109/L.1857.
6. À la même séance, après avoir entendu des déclarations des représentants de la République islamique d'Iran, d'Antigua-et-Barbuda et de la Côte d'Ivoire, ainsi que du Président, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1857, tel qu'il avait été révisé oralement, sans le mettre aux voix (A/AC.109/2091).
7. Le 7 juillet, le texte de la résolution (A/AC.109/2091) a été communiqué à tous les États.

Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme

8. Le Comité spécial a observé la Semaine de solidarité avec les peuples de tous les territoires coloniaux qui luttent pour la liberté, l'indépendance et les droits de l'homme pendant son séminaire régional pour les Caraïbes, qui s'est tenu à Saint-Jean (Antigua-et-Barbuda) du 21 au 23 mai 1997. Le rapport du Séminaire (A/AC.109/2089), dont le Comité spécial a pris acte à sa 1481e séance, contient le texte de la déclaration faite par le Président du Comité spécial le 23 mai 1997, à l'occasion de la Semaine de solidarité, ainsi que celles des représentants d'Antigua-et-Barbuda, du Portugal, de l'Indonésie, de l'Organisation mondiale de la santé et du secrétariat de la Communauté des Caraïbes. Les représentants de Montserrat et de l'Organisation de la solidarité des peuples afro-asiatiques ont également fait des déclarations.

B. Décision du Comité spécial

9. Le texte de la résolution (A/AC.109/2091), adopté par le Comité spécial à sa 1470e séance, le 6 juin 1997, apparaît dans la partie C ci-après sous forme d'une recommandation du Comité spécial à l'Assemblée générale.

C. Recommandation du Comité spécial

10. Conformément à la décision prise à sa 1470e séance, le Comité spécial recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

Diffusion d'informations sur la décolonisation

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui est consacré à la diffusion d'informations sur la décolonisation et sur l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine¹,

Rappelant la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ainsi que les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation, en particulier la résolution 51/147 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1996,

Reconnaissant que l'examen des options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination requiert une approche souple, pragmatique et novatrice, l'objectif étant de parvenir à la décolonisation totale d'ici à l'an 2000,

Réaffirmant l'importance de la diffusion d'informations comme moyen de servir les buts de la Déclaration et sachant que l'opinion publique mondiale peut aider efficacement les peuples des territoires non autonomes à parvenir à l'autodétermination,

Reconnaissant le rôle que jouent les puissances administrantes dans la communication d'informations au Secrétaire général conformément aux dispositions de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies,

Consciente du rôle des organisations non gouvernementales dans la diffusion d'informations sur la décolonisation,

1. Prend note du chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui est consacré à la diffusion d'informations sur la décolonisation et sur l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine;

2. Juge important de poursuivre ses efforts pour diffuser le plus largement possible des informations sur la décolonisation, en mettant l'accent sur les différentes options qui s'offrent aux peuples des territoires non autonomes en matière d'autodétermination;

3. Prie le Département des affaires politiques et le Département de l'information du Secrétariat de tenir compte des suggestions du Comité spécial afin de continuer à prendre les mesures voulues en utilisant tous les moyens d'information disponibles – publications, radio, télévision et Internet – pour faire connaître l'action de l'Organisation dans le domaine de la décolonisation et, notamment :

a) De continuer à rassembler, préparer et diffuser, en particulier à destination des territoires, de la documentation de base sur les questions relatives à l'autodétermination des peuples des territoires non autonomes;

b) De chercher à s'assurer le plein concours des puissances administrantes pour les tâches mentionnées ci-dessus;

c) D'entretenir des relations de travail avec les organisations régionales et intergouvernementales compétentes, notamment dans le Pacifique et les Caraïbes, en procédant à des consultations périodiques et à des échanges d'informations;

d) D'encourager les organisations non gouvernementales à participer à la diffusion d'informations sur la décolonisation;

e) De rendre compte au Comité spécial des mesures prises en application de la présente résolution;

4. Prie tous les États, y compris les puissances administrantes, de continuer à coopérer à la diffusion des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

5. Demande au Comité spécial de suivre la mise en oeuvre de la présente résolution et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session.

Note

¹ Le présent chapitre.

CHAPITRE IV

QUESTION DE L'ENVOI DE MISSIONS DE VISITE DANS LES TERRITOIRES

A. Examen par le Comité spécial

1. À sa 1466e séance, le 16 janvier 1997, le Comité spécial, en approuvant les suggestions du Président relatives à l'organisation de ses travaux (A/AC.109/L.1856), a décidé d'examiner la question de l'envoi de missions de visite qu'il jugerait nécessaire dans les territoires. Il a en outre décidé d'examiner la question en séance plénière et, le cas échéant, dans le cadre de l'examen de la situation de tel ou tel territoire.
2. Le Comité spécial a examiné la question à ses 1469e et 1472e séances, les 30 mai et 12 juin 1997.
3. Ce faisant, le Comité spécial a tenu compte des dispositions des résolutions de l'Assemblée générale sur la question, en particulier les dispositions pertinentes contenues dans la résolution 51/146 du 13 décembre 1996 concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, dans la résolution 51/145 de la même date relative à la question des Tokélaou ainsi que dans la résolution 51/224 du 27 mars 1997 de l'Assemblée relative à des territoires déterminés. Le Comité spécial a également tenu compte de la résolution 45/33, en date du 20 novembre 1990, relative au trentième anniversaire de la Déclaration.
4. Pour l'examen de cette question, le Comité spécial était saisi du rapport du Président (A/AC.109/L.1859) portant sur les consultations auxquelles il avait procédé avec les représentants des puissances administrantes, conformément au paragraphe 4 de la résolution adoptée par le Comité à sa 1461e séance, le 24 juillet 1996¹.
5. À la 1472e séance, le 12 juin 1997, le Président a présenté son rapport (A/AC.109/L.1859) ainsi qu'un projet de résolution qu'il avait établi, publié sous la cote A/AC.109/L.1860.
6. À la même séance, le Comité spécial a adopté le projet de résolution A/AC.109/L.1860 sans le mettre aux voix (A/AC.109/2095) (voir par. 10).
7. Le 25 juin, le texte de la résolution (A/AC.109/2095) a été communiqué aux représentants des puissances administrantes pour qu'ils le soumettent à l'attention de leurs gouvernements respectifs.
8. Outre cette question, le Comité spécial a examiné la situation dans les territoires dont l'examen lui avait été confié, en tenant compte des dispositions pertinentes des résolutions de l'Assemblée générale mentionnées au paragraphe 3, ainsi que des décisions antérieures du Comité spécial sur la question.
9. En adoptant à sa 1481e séance, le 20 juin 1997, une résolution d'ensemble relative à 12 petits territoires non autonomes (A/AC.109/2097), le Comité spécial a entériné un certain nombre de conclusions et de recommandations concernant l'envoi de missions de visite dans les territoires, comme on pourra le voir au chapitre X du présent rapport [A/52/23 (Part VI)] concernant Anguilla, les Bermudes, Guam, les îles Caïmanes, les îles Turques et Caïques,

les îles Vierges américaines, les îles Vierges britanniques, Montserrat, Pitcairn, Sainte-Hélène, les Samoa américaines et les Tokélaou.

B. Décision du Comité spécial

10. On trouvera ci-après le texte de la résolution (A/AC.109/2095), adopté par le Comité spécial à sa 1472e séance :

Le Comité spécial,

Ayant examiné la question de l'envoi de missions de visite dans les territoires,

Ayant examiné le rapport du Président par intérim sur la question²,

Rappelant les résolutions et décisions pertinentes de l'Assemblée générale et du Comité spécial demandant aux puissances administrantes de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies en autorisant des missions de visite à se rendre dans les territoires placés sous leur administration,

Ayant conscience que les missions de visite des Nations Unies sont un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires en question et de déterminer les vœux et aspirations de leurs populations en ce qui concerne leur statut à venir,

Sachant que les missions de visite des Nations Unies renforcent la capacité de l'Organisation des Nations Unies d'aider les populations des territoires non autonomes à atteindre les objectifs fixés par la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960, et par d'autres résolutions pertinentes de l'Assemblée,

Notant avec satisfaction que la Nouvelle-Zélande, en tant que Puissance administrante, continue à apporter au Comité une coopération exemplaire et qu'à l'invitation du Gouvernement néo-zélandais, une mission de visite a été envoyée aux Tokélaou en juillet 1994³,

Rappelant qu'une mission de visite des Nations Unies avait été envoyée dans le territoire de Guam en 1979, notant la recommandation du Séminaire régional du Pacifique de 1996 tendant à ce qu'une mission de visite soit envoyée à Guam, et prenant acte de la résolution No 464 (LS), adoptée le 19 juillet 1996 par la vingt-troisième législature de Guam, dans laquelle celle-ci demandait l'envoi d'une mission de visite des Nations Unies dans ce territoire,

Se félicitant du dialogue officieux entamé entre le Comité spécial et certaines puissances administrantes,

1. Souligne la nécessité d'envoyer régulièrement des missions de visite dans les territoires non autonomes en vue de faciliter l'application intégrale, rapide et efficace de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en ce qui concerne ces territoires;

2. Engage les puissances administrantes à collaborer avec l'Organisation des Nations Unies ou à continuer de le faire en autorisant des missions de visite des Nations Unies à se rendre dans les territoires placés sous leur administration;

3. Prie les puissances administrantes d'examiner les nouvelles méthodes de travail du Comité spécial et les invite à collaborer avec le Comité;

4. Prie son président de poursuivre ses consultations avec les puissances administrantes intéressées en ce qui concerne l'application du paragraphe 2 de la présente résolution et d'en rendre compte selon qu'il conviendra au Comité spécial;

5. Prie également son président d'engager des consultations avec la Puissance administrante de Guam en vue de faciliter l'envoi d'une mission de visite des Nations Unies dans ce territoire.

Notes

¹ Voir A/51/23 (Part II), chap. IV, par. 18. Le rapport complet du Comité spécial sera publié en tant que Supplément No 23 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session (A/51/23).

² A/AC.109/L.1859.

³ A/AC.109/2009.
